

nadiens aux États-Unis atteignent \$97 per capita, et les investissements de portefeuille, \$66 per capita. Sur cette base, les investissements des Canadiens aux États-Unis l'emportent des deux tiers sur ceux des citoyens des États-Unis au Canada. L'ensemble des investissements des citoyens américains au Canada, d'après les dernières statistiques, était de 18 milliards de dollars, et ceux des citoyens canadiens aux États-Unis, de plus de trois milliards.

Cela peut sembler comme du chinois pour un grand nombre d'entre nous, mais ce chinois nous dit quand même que cela représente des sommes considérables. Est-ce que cela reflète la situation exacte? Est-ce que nous devrions conclure que notre gouvernement fédéral, avec l'appui de nos banques, ne réussit pas à contrôler ce système financier moderne qu'on nous dit être responsable de cette immense prospérité qui nous laisse, quand même, un demi-million de chômeurs et des centaines de mille de familles pauvres, comme la statistique officielle du gouvernement fédéral nous le rapporte.

C'est cette inquiétude de l'homme moyen, ou du pauvre citoyen, que je voudrais exprimer ce soir, relativement au projet de loi. Je veux dire à l'honorable ministre et aux techniciens de son ministère que je sais bien intentionnés, évidemment, mais qui sont peut-être plus portés à n'entendre seulement qu'un son de cloche, celui des techniciens spécialisés dans la complexité de cette organisation financière internationale, qui est peut-être plus intéressée à ce qu'il n'y ait pas de faillite de banques qu'à ce que la masse des gens connaissent un minimum d'aisance raisonnable.

J'avoue, monsieur le président, qu'il est imprudent, pour moi, de tenir un langage semblable, parce que je ne suis pas un de ceux avec qui les banques font de l'argent; au contraire, je suis un de ceux qui ont plutôt besoin des banques et qui sont assez souvent dans le rouge. Il ne faudrait pas que demain matin les banques viennent me reprocher cette franchise au sujet de certains sentiments qui me frappent comme étant vrais, après avoir écouté ici beaucoup de mes collègues qui ont plus d'expérience que moi.

C'est tellement vrai et vital ce que je dis là. Il n'y a pas très longtemps, nous lisions dans les journaux que le premier ministre de la province de Québec et ses conseillers ont été obligés de faire un pèlerinage à Bay Street, à Toronto. Ils ont été obligés d'en faire un aussi à Wall Street, à New-York. Et c'était pour supplier ces gens-là de ne pas abandonner la province de Québec, de lui permettre de bénéficier de certains capitaux parce que, leur avaient-ils dit, l'époque où la situation ne serait pas brillante n'est pas très éloignée. Au fait, cela représente un problème, encore une fois, qui inquiète les pauvres gens que nous sommes. Ce bill relatif à la réforme bancaire va, pour dix

ans à venir, sceller le sort de la masse des Canadiens.

Or, nous voudrions frapper ce son de cloche pour être bien sûrs qu'on y a pensé. Si au moins, dans ce bill, qui en est surtout un de «technicalités» compliquées, on ne peut pas tout inclure, au moins, qu'on ne perde pas de vue cette préoccupation qui devrait être sous-jacente à toute législation qu'on adopte dans cette Chambre.

Et pour ajouter au témoignage que je viens de mentionner ici, pour souligner l'inquiétude du peuple canadien—le peuple moyen, le pauvre diable—devant la situation financière qui est, en somme, toujours concrétisée par le rôle des banques, j'apporterai le témoignage de l'honorable ministre des Finances et Receveur général (M. Sharp) relaté dans un commentaire, que j'extrait encore d'un autre journal, *La Presse*, du 23 février 1967, par un journaliste spécialisé en économie et en finance. Il disait ceci:

Selon l'analyse de M. Sharp, les autorités fédérales se sont efforcées au cours des dernières années de stimuler l'économie canadienne en œuvrant à la fois au niveau des capitaux, à celui de la main-d'œuvre ainsi qu'à celui du commerce extérieur.

Je crois que c'est vrai.

Des gains d'importance ont été obtenus annuellement dans la hausse du produit national brut et dans la réduction du chômage. L'élan provoqué par ces diverses politiques gouvernementales a cependant conduit aux pressions inflationnistes que nous avons connues depuis plusieurs mois. Dans ce nouveau contexte, Ottawa s'est servi de la politique monétaire et fiscale pour freiner le désordre qui avait envahi les prix, mais, de l'avis même de M. Sharp, des erreurs ont été commises parce que les corrections apportées n'ont pas guéri le mal à sa racine qui est essentiellement caractérisé par une productivité trop faible et sa conséquence inévitable des prix trop élevés.

Eh bien, monsieur le président, je suis un de ceux qui appuient le gouvernement dans sa politique financière. Je pense que je vais continuer à l'appuyer parce que je l'ai promis à mes électeurs. J'ai promis de faire confiance au gouvernement, quand il n'y aura pas de questions de principes importantes, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Je suis encore prêt à appuyer le gouvernement parce que, aussi, j'ai l'impression qu'il fait ce qu'il peut dans les circonstances et parce que je crois le ministre compétent.

Mais, il reste quand même que je dois faire entendre ce que j'appelle la voix des pauvres gens. Et cela n'est probablement ni superflu ni déplacé. Et, encore une fois, cela ne me gêne pas de le faire après tout le temps qui a été perdu dans cette Chambre, par exemple, pour une querelle au sujet d'un drapeau, laquelle a pris trois mois pour diviser un peu plus le pays, ou pour une affaire insignifiante comme celle de Munsinger qui n'avait aucun attrait pour des gens de goût comme nous, les